

## **PB2020 / 14 décembre 2019 / position initiale du PS / François Mireval**

Au moment de commencer les travaux de cette plénière sur le budget 2020 de notre municipalité, le PS tient à souligner, une nouvelle fois, que la Ville de Genève est bien gérée ! C'est d'ailleurs aussi l'avis des agences de notation, si chères aux partis de droite. Ces agences, à en croire leurs communiqués de presse, considèrent tout de même les errements imprévisibles de cette droite municipale comme un important facteur d'instabilité concernant la prévisibilité de nos finances. Le PS tient donc à remercier ici tout particulièrement sa magistrate chargée des finances, Sandrine Salerno, son collègue Sami Kanaan, et l'ensemble du personnel de la Ville de Genève pour la qualité des prestations délivrées jour après jour à la population de notre cité, sans oublier que la population du canton, et même au-delà, en bénéficie aussi : il convient de rappeler ici ce débat sur les charges que Genève subit, en tant que ville-centre.

Notons en passant qu'en Ville de Genève, un exécutif de gauche parvient, et à créer des postes, et à maintenir les mécanismes salariaux. Le Canton, avec sa double majorité de droite, à l'exécutif comme au législatif, en est totalement incapable. Un budget de gauche n'oppose pas les besoins des uns aux besoins des autres, La plupart des priorités budgétaires du CA pour le budget 2020 sont aussi celles défendues par le PS !

Regardons d'abord ce qui est proposé dans le vaste domaine de l'action sociale.

Pour les sans-abri et les SDF, fréquemment victimes de l'économie productiviste vantée par la droite, des hébergements d'urgence seront proposés toute l'année, en surface, donc hors des profondeurs déprimantes des abris PC, grâce au travail d'associations comme Païdos, le CAPAS, et l'armée du salut.

D'autres associations, comme SOS Femmes ou Comptabilis par exemple, pourront venir en aide aux femmes précarisées, et contribuer à leur formation et à leur réinsertion sociale et professionnelle.

De leur côté, les familles avec de tout jeunes enfants bénéficieront de 109 nouvelles places de crèche ! Cependant, pour le PS, le vrai problème en la matière est celui du nombre total de places disponibles, encore insuffisant pour répondre aux besoins exprimés par les familles de notre ville. Quand arriverons-nous enfin à réaliser cet objectif de « Un enfant = une place en crèche » ? C'est sur cette vraie préoccupation que le PS entend travailler. Ne nous laissons pas détourner par le faux débat lancé, par un parti de droite, sur la soi-disant augmentation des tarifs des crèches. La réalité, c'est d'abord, et avant tout, d'une nette simplification du système de tarification, puisqu'un seul et unique document suffira désormais. Curieusement, cette simplification administrative semble échapper à la droite, de même que le fait que la Ville de Genève reste la commune la moins chère en la matière. Grâce à de nouvelles déductions fiscales, la plupart des familles payeront moins cher les places de crèche. Seules des familles aisées, à partir de 250 kF de revenu annuel, verront une légère hausse, que je qualifierai ici de « ajustements bienveillants », pour reprendre l'expression d'un élu PLR sur un autre sujet... Question à la droite : la famille moyenne, si ardemment défendue par certains d'entre vous, est-elle celle qui gagne 250 kF par an ?

Les enfants venus d'ailleurs verront eux aussi leur encadrement scolaire et social s'améliorer, grâce aux moyens supplémentaires fournis au Centre de Contact Suisse Immigrés. C'est le premier pas vers une intégration réussie qui leur est ainsi proposé.

Pour les plus grands, les maisons de quartier verront leurs moyens renforcés. Citons ici : l'ouverture de l'Ancien Manège en septembre 2020, la rénovation de la ferme Menu-Pellet, et l'augmentation de l'offre dans les centres aérés.

De son côté, la solidarité internationale progresse, puisqu'elle atteint 0.63%, proche du seuil de 0.7% que ce CM avait voté il y a plusieurs années.

Dans l'important travail de cohésion sociale et de lutte contre toutes les formes de discriminations, notre magistrate Sandrine Salerno est extrêmement active, grâce au service Agenda 21 par exemple. Des formations sur ces thématiques sont ainsi dispensées au personnel municipal, y compris, soulignons-le ici, les APM !

Je dois souligner ici que, d'après plusieurs femmes de mon entourage, qui ont suivi certains de nos débats sur Léman Bleu, bien des conseillers municipaux de genre masculin gagneraient à suivre ces formations contre les discriminations...

Des campagnes d'affichages, dont la presse s'est faite l'écho, attirent l'attention de la population sur ces problématiques. Des festivals, tels que le FIFDH ou Everybody's Perfect, soutenus par les départements de Sami Kanaan et Sandrine Salerno, amènent aussi ces débats et ces problématiques dans l'espace public. Les aînés LGBT ne sont pas oubliés non plus, puisque certaines actions leurs sont spécifiquement destinées.

Citons également l'excellent travail mené par le festival Les Créatives, pour faire avancer rapidement et concrètement la cause de l'égalité entre hommes et femmes.

Du côté de la culture pour toutes et tous, thème cher au PS, notre magistrat Sami Kanaan verra se concrétiser des années d'engagement, avec l'ouverture, dans quelques mois, de la Nouvelle Comédie Ce bel écran accueillera bientôt un nombreux public amateur de théâtre. Citons encore le soutien accru à l'excellent théâtre Am Stram Gram, ou encore à la scène indépendante du Galpon. Les autres modes d'expression artistique ne sont bien sûr pas oubliés : le Pavillon de la Danse s'ouvrira lui aussi au public ; des moyens seront alloués pour soutenir la création numérique et la création chorégraphique ; de nombreuses conventions de subventionnement offrent des conditions de travail correctes aux artistes concernés. Mentionnons aussi le soutien renforcé aux cinémas du Grütli, au festival Antigél, ou encore au MAMCO.

Pour mémoire, rappelons en passant que le mot « culture » ne figurait même pas dans le programme du PLR aux récentes élections cantonales...

Sami Kanaan s'est engagé pour le sport, facteur de santé publique et lien social, avec les horaires étendus des piscines qui font déjà le bonheur de bien des nageuses et des nageurs. Soulignons aussi la création d'un fonds qui sera spécialement dédié au sport féminin.

Dans le cadre du plan directeur 2017-2030, de nouvelles infrastructures sportives apparaissent, comme l'ouverture cette semaine de la nouvelle halle omnisports de la Queue-d'Arve, dédiée aux adeptes de la pétanque, de la grimpe, du squash, et du babyfoot. Ce nouveau lieu justifie à lui seul un des nouveaux postes figurant au Budget.

Si le PS se préoccupe de l'environnement, ce n'est pas seulement pour planter des arbres ici ou là, pour faire joli ou pour pouvoir s'en vanter ensuite. Pour le PS, il s'agit, par exemple, d'encourager et de soutenir fermement l'économie sociale et solidaire, surtout quand celle-ci améliore notre mobilité, s'intéresse à notre alimentation, nous évite de jeter des objets encore réparables. En bref : tout ce qui améliore le bien-être humain, en préservant notre planète. En

Ville de Genève, l'Agenda 21 est très proactif en la matière. L'ESS est aussi pourvoyeuse d'emplois via les nombreuses PME actives dans ce domaine, et dont le PIB est le deuxième en importance à Genève. C'est dans ce cadre général que s'inscrivent, pour le PS, ses préoccupations pour l'environnement, par exemple par le maintien et la préservation de notre patrimoine arboricole. Rappelons en passant que lors du récent débat ici même sur le projet de parking des Clés-de-Rive, c'est bien un amendement du PS, issu de la plume de votre serviteur, et soutenu par toute la gauche municipale, qui proposait de préserver les dizaines d'arbres condamnés par ce projet. Inutile de vous rappeler que la droite distendue et majoritaire de cette assemblée a refusé cet amendement. Pourtant, elle avait hypocritement approuvé quelques semaines auparavant une motion qui demandait justement de suspendre tout abattage d'arbres en Ville de Genève...

Le domaine de la sécurité publique est aussi un enjeu pour les socialistes. Ainsi, en CF, ce sont les commissaires du PS qui ont permis d'obtenir dix postes supplémentaires de SPP à former, en plus des 12 postes prévus initialement par le CA. La capacité totale de formation de SPP à Genève est atteinte. Le PS a proposé des amendements raisonnables et judicieux pour améliorer un projet initial, venu d'EàG, irréalisable, parce qu'il dépassait les capacités locales de formation. Le rapport de M. Sormanni le décrit d'ailleurs fort bien. Soit dit en passant, le PS déplore l'aspect fréquemment irréalisable des propositions d'EàG... Rappelons que le SIS devrait passer bientôt dans le giron d'une fondation intercommunale pour se renforcer. Le conditionnel reste encore de mise, en attendant que M. Poggia fasse enfin son travail, qui est de soumettre au GC le projet de loi à ce sujet.

La fiabilité des comptes de notre cité nous tient aussi à cœur, puisque le PS approuve le renforcement de l'équipe chargée du contrôle interne. Cette problématique est liée à l'affaire des notes de frais, sur laquelle je reviendrais dans un instant, avec un éclairage que j'espère nouveau, voire même un scoop...

Le PS tient cependant à prévenir toutes les entités subventionnées, petites ou grandes, et bien sûr les autres partis de cette assemblée, qu'il n'est pas sûr que les rentrées fiscales 2020 permettent de maintenir toutes les subventions au même niveau dans l'avenir. Il est important d'en être conscient et de s'y préparer dès aujourd'hui. C'est pourquoi le PS apprécie que le MCG retire finalement son amendement sur le centime additionnel. Il serait maladroit, et même contradictoire, de diminuer les recettes de la cité quand on ajoute au budget de nombreuses subventions, tout en réclamant, dans d'autres débats, la baisse de la dette...

Puisque le sujet des subventions vient d'être évoqué, parlons-en un instant. Le PS tient à dénoncer une idée reçue, fréquemment entendue à droite, qui dit que la gauche monopolise l'arrosoir des subventions. C'est pourtant bien la cinquième fois dans cette législature commencée en 2015 que la droite, qui n'est jamais à une contradiction près, s'approprie cet arrosoir, avec des résultats curieux. Certains de ceux de cette année méritent d'être soulignés ici.

L'Association Suisse des sous-officiers se voit octroyer une subvention, sans l'avoir demandée et sans même avoir été auditionnée en CF... Est-ce bien à la Ville de Genève, qui avait accepté l'initiative « Pour une Suisse sans armée » il y a tout juste 30 ans, de financer cette association ?

Vous avez dit « petits copains de droite » ?

Même générosité pour l'association Café Pro, jamais demandeuse et jamais auditionnée en CF. On ne peut qu'espérer que, malgré des tourments récents relatés dans la presse, les objectifs de contact patrons-chômeurs de cette association soient atteints. Hélas, nous n'en savons rien...

Vous avez dit « petits copains de droite » ?

Encore plus intéressante est la subvention accordée à la chorale Concordia. Elle non plus n'a rien demandé, et n'a pas été auditionnée en CF... et pour cause : elle s'est dissoute en 2018, et a même remboursé à la Ville la subvention de cette année-là !

Vous avez dit « petits copains de droite » ?

Le dernier exemple tient de la tragi-comédie en trois actes, que voici...

Premier acte : toujours sans demande ni audition en CF, la droite accorde une subvention au centre ornithologique de Genthod. La qualité du travail de ce centre de secours aux oiseaux ne fait aucun doute. Mais il est important, pour cette droite distendue, de soutenir une association sise hors de la ville, dans cette riche commune de Genthod, qui en est réduite d'après les statistiques cantonales, à avoir le centime additionnel le plus bas du canton et l'indice de capacité financière le plus élevé. Il est donc urgent, pour la droite municipale, d'aider la très riche commune de Genthod à garder cette association.

Vous avez dit « petits copains de droite » ?

Deuxième acte : la démesurée augmentation (125 kF !) de la subvention au refuge de Darwyn. Cette association privée travaille à Sézenove, là aussi loin de la ville, et s'occupe de chevaux retraités et maltraités. Si les activités de cette association avec des jeunes, des seniors, des personnes en situation de handicap, sont dignes d'éloges, faut-il vraiment que la Ville de Genève triple cette subvention ? Peut-être que poser la question, c'est déjà y répondre...

Vous avez dit « petits copains de droite » ?

Troisième acte : nous passons à la partie tragique de cette séance de la CF. La gauche propose une subvention de 100 kF à l'association Viol-Secours qui, comme son nom l'indique, écoute, oriente, soutient et accueille des femmes en détresse. Hier encore, le site de cette association expliquait que, par manque de moyens, elle n'était même pas en état d'assurer sa permanence téléphonique... Surprise : la droite distendue, composée du PLR, de l'UDC, du PDC et du MCG, refuse cette subvention, comme vous pouvez le lire à la page 152 du rapport de M. Sormanni...

En d'autres termes, même le PDC refuse aux femmes en détresse ce qu'il accorde aux chevaux et aux oiseaux ! Le PDC municipal est-il devenu à ce point l'otage du PLR qu'il en vient à être affecté du syndrome de Stockholm et à aimer son ravisseur ? Je ne fais que poser la question...

A six reprises depuis 2015, les choix budgétaires de cette droite distendue (plutôt que « les choix », je devrais dire : « les coupes budgétaires ») ont été balayés en référendum par la population de la Ville. Six échecs pour le PLR, six échecs pour le MCG, six échecs pour le PDC, six échecs pour l'UDC. Cette droite distendue préfère donc finalement s'acheter un arrosoir, et s'en servir abondamment, à des fins électoralistes. Après les coupes dans le social, ou plutôt : tentative de coupes dans le social ; après les coupes dans la culture, ou plutôt : tentative de coupes dans la culture ; après les leçons autoritaires sur la bonne gestion de la Ville, la droite distribue maintenant ses cadeaux de Noël, en brûlant ce qu'elle a adoré et en adorant ce qu'elle a brûlé.

Dans le contexte de notre municipalité, il est impossible de ne pas consacrer quelques instants aux notes de frais. Attention ! Pas celles liées aux 1500 Frs mensuels de téléphone du CA PDC, ni celle concernant la confusion entre cartes de crédit du même CA PDC amateur de champagne à six heures du matin. Mais je parle ici d'une autre sorte de frais, dont la droite de ce Conseil Municipal a le secret, et dont la presse n'a pas encore eu l'occasion de parler car personne n'avait réellement pris conscience de leur importance et des montants en jeu. Je parle ici de l'argent public gaspillé par le PLR et gaspillé par le MCG en diverses occasions. Comme le public ne le sait peut-être pas, une heure de séance d'une commission du Conseil Municipal coûte à la Ville plus de 2 kF en jetons de présence uniquement, et je ne compte même pas la rétribution des procès-verbalistes, etc. Par ailleurs, une séance de deux heures (ou deux heures et demi) de plénière, comme en ce moment, revient à plus de 12 kF, toujours en jetons de présence uniquement, et donc sans compter, ni l'excellent personnel du Service du Conseil Municipal, ni nos efficaces agents de sécurité, ni les repas, ni la location de la salle.

Cela dit, venons-en aux faits. Au printemps de cette année, lors de plusieurs séances de la CF relatives aux Comptes 2018, Comptes pour lesquels j'ai eu le privilège d'être le rapporteur, les commissaires du PLR et ceux du MCG ont rappelé qu'ils mangeaient à l'extérieur, dans un restaurant lors des pauses, et pas à la cafétéria de l'OMM, comme les autres partis le font, puisque nous y siégeons. Donc leurs indemnités de repas devaient leur être dûment versées, et pas retenues sur les jetons de présence. En raison de la difficile tenue de la comptabilité liée à ce genre de situation, ce remboursement a pris bien plus de temps que prévu initialement. C'est de ce délai que s'offusquaient le PLR et le MCG.

Soit. Admettons. Mais fallait-il vraiment que la Commission des Finances consacre autant de temps à ce grand problème, si important pour le bien commun de notre population : près de deux heures en tout, soit 4 kF, pour des élus qui n'ont apparemment pas l'habitude de devoir porter eux-mêmes leur plateau-repas ?

On pourrait se contenter d'en sourire, mais il y a plus grave, car fâcheusement répétitif : l'incapacité du PLR et du MCG, soutenus, rappelons-le, par l'UDC et le PDC, à rédiger un projet de délibération (ou PRD), c'est-à-dire un règlement, qui soit juridiquement valable. Rappelons, pour avoir un exemple concret récent, celui sur les quelques retraités involontaires de la Ville de Genève qui ont dû pointer au chômage entre les âges de 62 ans et de 64 ans, en raison d'une lacune transitoire dans le nouveau statut du personnel. La presse locale en avait parlé. Pour aller plus vite en CF, le PLR a jugé inutile d'auditionner la magistrate. Mais cette négligence a suffi à rendre le texte illégal, ce que le PS a abondamment rappelé ici même en plénière, pour tenter, hélas en vain, de renvoyer le projet en CF et le rendre enfin légal. Le service des affaires communales (ou SAFCO) n'a donc pu qu'invalider ce texte illégal.

Or, pendant cette seule législature, c'est à 17 reprises, oui 17 ! que le SAFCO a invalidé les textes de cette droite menée par le PLR et le MCG, pour toutes sortes de raisons. En comptant à chaque fois trois heures de travail en commission (une heure pour l'audition des auteurs, une heure pour d'autres auditions complémentaires, comme celle des magistrats concernés, une heure pour les débats et le vote), et en y ajoutant les deux heures à deux heures et demi des débats en plénière (fréquemment étalés sur deux soirées), on arrive au total incroyable de près de 240 kF au minimum !!

Oui, Mesdames et Messieurs, en raison de la précipitation et de l'incompétence du PLR, dont le candidat à la Mairie siège pourtant en CF, en raison de la précipitation et de l'incompétence du MCG, dont un candidat à la Mairie siège pourtant en CF, en raison de l'aveuglement ou du suivisme de leurs soutiens UDC et PDC, PDC dont une candidate à la Mairie siège pourtant en CF, cette incompétence de la droite a coûté au moins 240 kF aux contribuables genevois,

soit huit fois plus que les montants litigieux des notes de frais du CA, dénoncés par la Cour des Comptes, lesquels montants litigieux venaient principalement du magistrat PDC !  
Je préfère ne pas évoquer le temps perdu à ne pas avancer dans notre ordre du jour de plus en plus épais, ce n'est pas nécessaire d'en rajouter...

Mais il est temps de revenir à notre sujet du jour : le budget 2020. Pour le PS, comme je l'ai dit précédemment, nous avons affaire aujourd'hui à un projet qui, sans être parfait, a beaucoup d'atouts à nos yeux. Nous pouvons supporter quelques subventions inadéquates. Par contre, il est heureux que la droite retire son coûteux amendement sur le centime additionnel. De plus, le PS remercie le CA d'avoir accepté de reprendre à son compte les amendements issus des débats en CF. Ce geste permet aux partis auteurs d'amendements acceptés de ne pas devoir les compenser en coupant ailleurs dans le budget. C'est un geste de conciliation, d'engagement, et de responsabilité que le CA fait à l'ensemble des partis à quelques jours de Noël... et à trois mois des élections !

Nous avons la responsabilité de doter la Ville de Genève des moyens nécessaires à son fonctionnement : montrons-nous dignes de cette responsabilité

Je vous remercie de votre attention.